

---

aux multiples facettes : ces derniers mois, 78 % des exportations canadiennes ont été destinées au marché américain, assurant l'existence de trois millions d'emplois au Canada. (À elle seule, l'augmentation du volume de nos échanges avec les États-Unis l'an dernier a été supérieure à notre commerce avec le Japon.); la qualité de notre air et de notre eau est, comme nous le savons tous, compromise par des émissions et des omissions qui ont leur origine de l'autre côté de la frontière; nous nous abritons sous le parapluie de la défense des États-Unis; Anne Murray va à Nashville pour y recevoir sa récompense.

Évidemment, au fil des ans, certains Canadiens ont craint cette présence envahissante des Américains. Pourtant, la collaboration avec les États-Unis peut rapporter des dividendes intéressants. Qu'on pense à la mise au point du bras télémanipulateur Canadarm et aux retombées technologiques de ce projet. La collaboration, en ce cas, a en outre contribué dans une large mesure à la sécurité de notre nation par le biais de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord et du Commandement de la Défense aérospaciale de l'Amérique du Nord. On lui doit la Voie maritime du Saint-Laurent, le Traité de la rivière Skagit, et le Pacte de l'automobile.

Grâce à une collaboration plus étroite avec les États-Unis, nous pourrions mieux promouvoir la libéralisation des échanges et l'accès aux marchés dont le Canada a simplement et inévitablement besoin pour créer des emplois et assurer sa prospérité.

Des relations plus étroites avec les États-Unis ne signifient pas la fin de nos problèmes. Nous avons une organisation différente et des optiques différentes, notamment — comme nous l'avons souligné clairement encore une fois — sur des questions vitales comme les pluies acides. Et nous avons aussi nos propres exigences premières.

Le sentiment protectionniste qui s'accroît un peu partout dans le monde constitue peut-être la plus grande menace à notre prospérité et à la reprise de notre économie.

Étant donné que plus de 70 % de nos échanges s'effectuent aujourd'hui avec les États-Unis, il nous faut accorder la priorité, sur le plan commercial, au maintien de notre accès au marché américain. Les chiffres sont là. Un peu partout au Canada s'est engagé un débat animé sur les façons dont nous pourrions chercher à réaliser cet objectif. Il est encourageant de constater que le secteur privé commence à nous faire part de ses propositions; j'espère que cet exemple sera suivi par un grand nombre.

Arrêtons-nous un instant afin d'examiner notre situation actuelle. Nous venons à peine d'échapper de justesse à l'application de mesures proposées aux États-Unis en vue d'imposer de nouvelles restrictions aux importations de résineux, d'acier et de cuivre. Imaginez un peu les conséquences auxquelles nous aurions dû faire face si les décisions prises aux États-Unis dans ces secteurs clés pour le Canada nous avaient été défavorables. Nous avons déjà 1,5 million de chômeurs. Pendant combien de temps encore pouvons-nous continuer de nous fier aux règles existantes, aux efforts diplomatiques et à l'équilibre des forces intérieures aux États-Unis pour faire en sorte que cet accès, dont notre économie axée sur les exportations a un besoin vital pour survivre et prospérer, reste ouvert ?

Le Canada doit pouvoir être compétitif : voilà le fond du problème. Aucune mesure d'isolement ne

---